

## L'effet des recettes fiscales sur la loi de finance en Algérie

Yagoub Mohamed<sup>1</sup> Ameer mohamed<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Université de Mascara, Algérie, [Mohyagoub2000@gmail.com](mailto:Mohyagoub2000@gmail.com)

<sup>2</sup> Université de médéa, Algérie, [medameur92@gmail.com](mailto:medameur92@gmail.com)

Publié le:31/01/2022

### **Résumé :**

L'objet de ce travail de recherche est montré comment le contrôle des recettes fiscales à l'ère des processus massifs de libéralisation des économies, peut jouer un rôle actif et positif dans la soutenabilité et la croissance économique.

L'ETAT utilisent les recettes fiscales comme un important instrument pour mener leur action, qu'il s'agisse de politiques structurelles ou de politiques conjoncturelles. Selon E. Moussé : « Une politique économique est un ensemble de décisions cohérentes prises par les pouvoirs publics, et visant, à l'aide de divers instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays, la poursuite des objectifs pouvant être à plus ou moins long terme ».

Le système politique Algérienne étant de nature sociale, il convient d'examiner le mode de fonctionnement du Contrôle des finances publiques.

L'étude de ces différents mécanismes du contrôlé les recettes fiscales est donc très importante en Algérie, pour aboutir à cela nous avons examiné une multitude de variables qui est abordé cet objet, nous avons pu conclure à l'aide de l'analyse statistique que le contrôle du recettes fiscales n'ont pas d'influence sur la croissance économique en Algérie

**MOTS-CLÉS :** Politique budgétaire -Les recettes fiscales – Le contrôle Budgétaire – Croissance économique – Analyse Statistique –Algérie.

Corresponding author: Dr. YAGOUB Mohamed, [Mohyagoub2000@gmail.com](mailto:Mohyagoub2000@gmail.com)

## INTRODUCTION :

Il existe une forme particulière d'organisation économique qui est l'Etat. Il détient un pouvoir de contrainte détenu qui est fondé sur une légitimité, supposant des règles de droit public stables et l'existence d'un appareil politique spécifique.

Au départ L'Etat était absent de ce domaine, il a pris par la suite une part croissante dans les questions économiques et sociales. Ses différentes missions et ses moyens d'action se sont développés considérablement après la deuxième guerre mondiale. Diverses interprétations ont eu lieu suite à L'apparition et le développement du rôle de l'État. Pour Durkheim, la montée de l'État se justifie par la complexité croissante des sociétés. Dans les analyses marxistes, l'État est un instrument de domination pour les classes dominantes.

Les recettes fiscales apparaissent comme une science pluridisciplinaire originale dont la définition est par la même délicate et les sources variées.

Elles constituent un important instrument qu'utilisent les gouvernants pour mener leur action,

Au 19<sup>ème</sup> siècle, l'État avait comme fonction principale de faire marcher les services collectifs tels que la défense nationale, gestion les recettes fiscales etc., l'État a commencé à investir de larges domaines, comme l'industrie, les assurances, la prestation de services etc..jusqu' au 20<sup>ème</sup> siècle particulièrement depuis la deuxième guerre mondiale et plus. On est ainsi passé de la conception de « l'État gendarme », à celle de l'État providence. Il y a à cela plusieurs raisons qui seront explicités au fur et à mesure qu'on avance dans ce chapitre. Cependant, le but de recherche de cette section, c'est de tracer, sur le plan théorique, les contours de l'intervention de l'État dans les finances publiques.

Cette constatation est relativement récente, sans doute pour faire reconnaître la science des recettes fiscales et leur particularité qui viendrait de leur nette distinction des finances privées ; or la délimitation n'est pas si aisée comme montre l'examen.

On peut s'en tenir sur le fait que les finances publiques se présentent alors comme l'étude des aspects économiques des recettes et des dépenses des budgets de collectivités publiques. En réalité, il convient de préciser l'objet des finances publiques. À cet égard, on constate qu'il y a entre les auteurs unanimité sur les modalités et divergence sur la finalité.

**Mais l'État n'intervient pas dans les affaires économiques uniquement lorsque déficiences d'ordre conjoncturelles le lui dictent, mais souvent lorsque c'est une nécessité imposée par des défaillances inhérentes au modèle de concurrence pure et parfaite.**

**Nous avons comme objectif non pas de traiter tous les aspects des recettes fiscales, mais nous nous limitons donc à renforcer le contrôle des finances publiques, sur les plans théoriques et empiriques.**

*Et pour ce la nous avons choisi la question fondamentale :*

***Dans quelle mesure le contrôle des recettes fiscales peut-elle favoriser la croissance économique et la soutenabilité en Algérie ?***

*L'Hypothèse sur lesquelles notre recherche sera basée est suivante:*

La réponse à notre problématique peut être abordée par la vérification de l'hypothèse suivante qui consiste à supposer que le contrôle des dépenses publiques affectent positivement le taux de croissance économique en Algérie.

A travers l'hypothèse nous essayons de voir l'influence du contrôle des recettes fiscales ou, plus précisément, l'effet de contrôle des dépenses publiques sur la croissance économique en l'Algérie. Pour répondre à ce questionnement nous avons organisé notre travail en trois étapes.

### ***A LA RECHERCHE D'UNE CRÉDIBILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES.***

Les recettes fiscales d'Etat c'est les dépenses d'un État concernent une grande variété de domaines, qui peuvent dépendre de budget différents. Évoquer une politique budgétaire sous entend d'abord qu'on précise le budget, l'origine des moyens et la destination des dépenses. L'assainissement des recettes fiscales doit être fondé sur des mesures structurelles de qualité introduites dès les premières étapes du processus budgétaire. Il s'agit notamment de politiques avisées en matière de recettes et de dépenses pour le moyen terme ainsi que de mesures à court terme qui stimulent la croissance. Les dispositifs de protection sociale permettent d'atténuer les coûts à court terme que le rééquilibrage des recettes fiscales impose aux pauvres.

Les recettes fiscales ont pu être maîtrisées en plusieurs phases qui correspondent à la fois à l'utilisation d'approches et de méthodes différentes et à la progression, dans l'opinion publique, de l'idée que les dépenses publiques étaient trop élevées et qu'il fallait les réduire.

Un rééquilibrage réussi des recettes fiscales améliore la situation budgétaire durablement et efficacement tout en réduisant au minimum les coûts en termes de bien-être.

La réussite dépend d'un ensemble de variables, en particulier le calendrier, la rapidité, l'ampleur et la qualité de l'ajustement.

Aux yeux de plusieurs observateurs des finances publiques, il n'y a rien d'étonnant à ce que les dépenses de l'État augmentent avec le temps. La « loi de Wagner » stipule qu'à long terme les dépenses publiques ont tendance à augmenter plus vite que la production nationale et, conséquemment, que le progrès économique s'accompagnerait d'une hausse importante des dépenses publiques dans l'économie.

De nouveaux besoins se développent en infrastructures et en services suite à l'industrialisation et l'urbanisation, et qui exigent, pour le bon fonctionnement de l'économie, de lourds investissements, non rentables à court terme et nécessitant un financement public. Si la validité théorique de cette loi n'a jamais été démontrée, notamment quant à l'augmentation plus que proportionnelle des dépenses par rapport au PIB, le temps lui a donné une confirmation pratique puisque les budgets publics n'ont cessé de croître.

#### Généralités sur les finances publiques:

Les gouvernants utilisent les recettes fiscales comme un important instrument pour mener leur action, qu'il s'agisse de politiques structurelles ou de politiques conjoncturelles.

Les recettes fiscales apparaissent comme une science pluridisciplinaire (A), originale (B), dont la définition (C).

Cette constatation est relativement récente. Sans doute, pour faire reconnaître la science des finances comme la quatrième branche du droit public. En réalité, elle constitue une science carrefour, en raison de la diversité des phénomènes qu'elle appréhende.

- Les phénomènes constitutionnels : le droit de contrôle politique du Parlement ne s'est affirmé que par le contrôle du budget. Aujourd'hui encore, la discussion du budget au Parlement est prétexte à examen de

l'ensemble de la politique gouvernementale. « Le débat budgétaire est l'instant privilégié où le Parlement peut exercer la plénitude de son contrôle sur l'action du Gouvernement et sur les administrations, de l'Etat. Il faut bien dire que si ce débat n'existait pas, il, serait bien difficile de contraindre le Gouvernement à s'expliquer sur sa politique.

- Les phénomènes politiques : A travers le budget, les résultats de l'action des groupes de pression peuvent être quantifiés. Le budget n'est-il pas le meilleur indicateur de l'impérialisme du don entre Etats et celui de leur indépendance réelle ? En un mot, il suffirait de lire les documents financiers pour pouvoir déterminer la pression que subit et qu'exerce un régime politique.
- Les phénomènes économiques : Nul ne songe plus à négliger les aspects économiques des finances publiques. Les effets productifs de dépenses, l'impact de l'équilibre ou du déséquilibre budgétaire sur la conjoncture, les conséquences du prélèvement fiscal sur l'économie... constituent autant de données qui infléchissent l'élaboration du budget. L'interaction des recettes fiscales et de l'économie n'est plus à démontrer : les structures économiques ainsi que-la conjoncture conditionnent les finances publiques, alors que celles-ci se présentent comme un moyen efficace d'influencer.
- Les phénomènes sociaux : La science des finances est enrichie par plusieurs sciences sociales. Le rôle des recettes fiscales a souvent été déterminant dans le déclenchement des révolutions . Les recettes fiscales sont éclairées par la sociologie elle-même lorsqu'elle révèle que les mécanismes financiers ne sont pas des créations arbitraires des régimes politiques, mais reflètent des structures sociales et un certain rapport de

forces entre les divers groupes sociaux. Il n'est pas jusqu'à la psychologie qui ne puisse apprécier le problème de la confiance de l'opinion publique en matière d'emprunt.

État, impôt et politique publique:

Les fonctions régaliennes de l'État – justice, police, défense sont un exemple de bien public pur, sujet au phénomène de passager clandestin, lequel permet d'expliquer l'émergence de l'État comme acteur économique complémentaire à l'initiative privée. Principe du bénéfice, de la transparence, de la capacité contributive et de la neutralité de l'impôt : La thèse de l'incidence fiscale et le concept d'impôt ont montré que le principe d'imposer les entreprises, à l'origine des richesses, apparaît comme question fondamentale de la politique économique.

La théorie néoclassique insiste sur le caractère contre-productif de l'imposition des sociétés dans sa version d'un Etat-gendarme. Elle met en avant la notion de transparence fiscale. MUSGRAVE (R.A, 1989, p. 32) et MUSPAVE P. B ont pu écrire : « *La logique de l'impôt sur le revenu demande donc que ce revenu soit imputé aux propriétaires d'actions des sociétés. Cela étant, il ne reste aucune place pour un impôt séparé ou absolu sur les sociétés* ». HABERGER (1990, p. 35) est encore plus catégorique: « *on a du mal à retrouver son chemin* », ...,  *dans quelque chose qui semble aussi anormal économiquement que l'impôt sur les sociétés* ».

Il est difficile de déterminer l'incidence de l'impôt, encore plus l'impôt sur les sociétés. Deux enseignements sont implicites à cette proposition :

- L'incidence formelle d'un impôt n'a aucune importance ; le collecteur de l'impôt n'en porte pas forcément la.

- Tout agent supporte une part de l'incidence d'autant plus grande qu'il ne peut substituer une autre activité à l'activité taxée ; les élasticités d'offre et de demande d'un bien influent sur les surplus des agents.

Réfléchir aux caractéristiques communes que possèdent ces trois types de biens serait utile les distinguent radicalement des biens privés. Ces derniers possèdent deux caractéristiques essentielles qu'il convient de rappeler.

la nouvelle théorie anti keynésienne des recettes fiscales (NAK) qui favorise le contrôle des recettes fiscales :

Cette nouvelle théorie se prononce sur le caractère récessif de la politique budgétaire au-delà de son inefficacité c'est le prolongement de la vision classique. De plus, les programmes d'ajustement et de rééquilibrage budgétaire proposés par le FMI s'inspirent essentiellement de cette nouvelle vision anti keynésienne (Baldacci et al., 2003). En fait, plusieurs études montrent que la croissance peut être accélérée par une réduction du déficit budgétaire en particulier lorsque l'endettement public est élevé et insoutenable. Une réduction des emprunts publics servant à financer les dépenses par un déficit systématique pousse généralement les taux d'intérêt à la baisse, ce qui encourage l'investissement.

Cependant, l'argumentation repose sur plusieurs postulats discutables. En effet, les détracteurs de la Théorie NAK pensent que, à priori, les effets NAK ne peuvent jouer qu'en situation classique où la production est contrainte par l'offre ou lorsque cette situation sera atteinte dans un avenir proche.

Tout d'abord, cote demande, le mécanisme des contractions budgétaires expansionnistes se met en place par l'intermédiaire de deux canaux :

Le premier est le canal des taux d'intérêt, celui la quand il baisse, consécutivement a la diminution de la prime de risque exigée par les marchés de capitaux, élève la valeur de la richesse financière des ménages et engendre des effets favorables sur l'investissement, par le biais du mécanisme de

l'éviction inversée permettant ainsi d'accroître la capacité de production. Quant au canal des anticipations du secteur privé, relatives aux effets des outils budgétaires, il agit sur la perception qu'ont les ménages de leur revenu permanent. Autrement dit, un ajustement budgétaire se traduit par un changement consécutif des anticipations des agents, à savoir un regain de confiance et d'optimisme face à l'avenir, et par conséquent par une progression de l'activité et des revenus. Détribalisés depuis le premier choc pétrolier, ça confirme un tel résultat.

Enfin, la théorie NAK n'implique que les effets d'anticipation qui sont plus importants que les effets de liquidité. Par exemple, une baisse des impôts actuels, à dépenses publiques inchangées, induit une hausse de la consommation des ménages contraints financièrement et une baisse de celle des ménages non contraints (puisque'ils anticipent une hausse future des impôts et qu'ils savent que celle-ci induira une baisse de la production), le deuxième effet l'emportant sur le premier.

### **Réforme, transparence et gouvernance de contrôle des recettes fiscales:**

L'objectif des lois sur la responsabilité en matière de recettes fiscales est d'imposer une discipline budgétaire durable et de résoudre les problèmes liés à la tendance au déficit budgétaire. Les réformes de la fonction publique jouent un rôle majeur dans les programmes d'ajustement budgétaire. Elles ont pour but de réduire la masse salariale (objectif qu'elles atteignent rarement), d'améliorer la productivité et de décourager la corruption. Les stratégies de réforme centralisées reposent sur des analyses fonctionnelles qui identifient les postes et programmes superflus. Les stratégies de réforme décentralisées visent à modifier la structure

des incitations (liberté des décisions d'embauche, de licenciement et de rémunération, budgétisation axée sur les résultats et évaluation des cadres). Le succès d'une réforme décentralisée passe nécessairement par une responsabilisation et une transparence totales.

IL est particulièrement difficile à mettre en œuvre les réformes de la fonction publique, mais un bon échelonnement des mesures s'avère très utile les recensements et les analyses fonctionnelles de la fonction publique doivent précéder la conception des programmes de compression d'effectifs.

Le rééquilibrage des recettes fiscales est favorisé par la transparence budgétaire en contribuant à l'adoption de politiques judicieuses et viables et en renforçant la responsabilité financière. La transparence financière permet au grand public de mieux comprendre la structure et les fonctions du gouvernement, les objectifs de la politique budgétaire, la qualité des comptes publics et les projections budgétaires. Elle doit favoriser un ajustement mieux équilibre des finances publiques, en particulier a court terme, dans la mesure où l'on ne peut fixer d'objectifs que pour les activités qui font l'objet de déclarations suffisamment fiables.

La transparence budgétaire doit aussi contribuer a pérenniser les mesures d'ajustement en suscitant davantage la compréhension et le soutien de la population, en facilitant l'appui des donateurs par des engagements crédibles quant a l'utilisation de leurs fonds et en améliorant la prévisibilité des marches financiers, donc la confiance des intervenants. La transparence impose davantage de responsabilités aux fonctionnaires et limite les possibilités de se soustraire à l'effort d'ajustement annoncé, par exemple en contrariant les tentatives qui visent

à placer certaines activités hors budget. Le parlement peut jouer un rôle majeur dans le respect de la transparence.

### **Une croissance économique handicapée par la mauvaise gestion des recettes fiscales :**

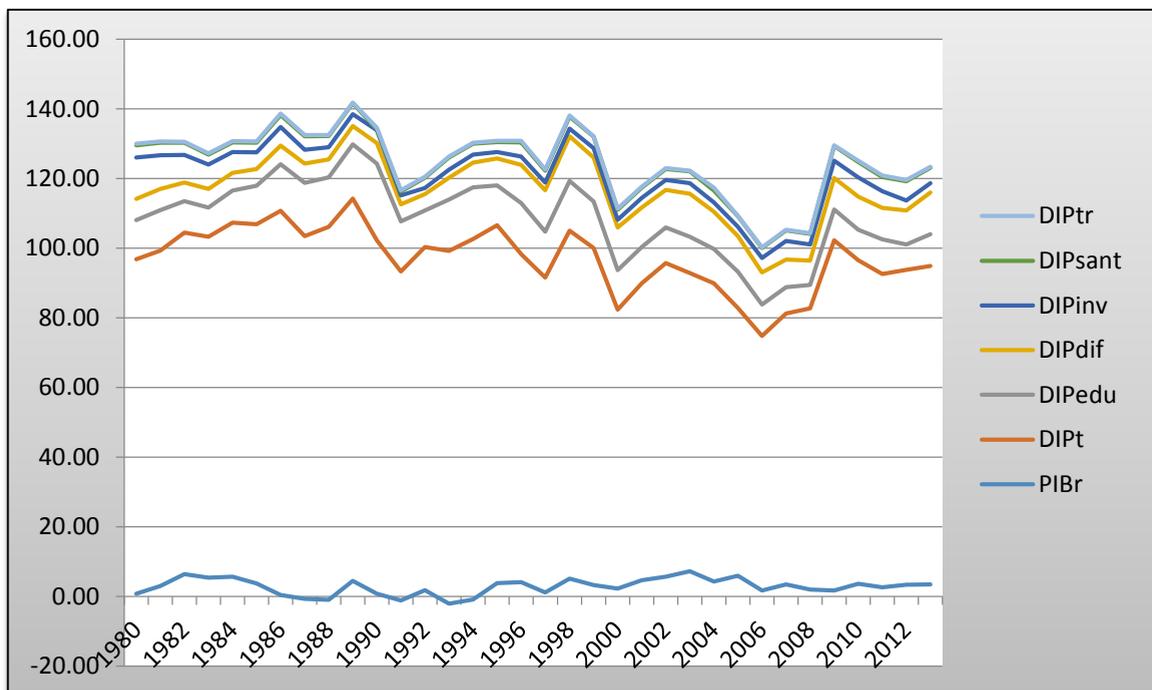
L'Algérie est un pays pétrolier. Une bonne politique monétaire ne peut pas neutraliser la grande pression de la demande car, les pétrodollars et leur conversion en monnaie locale jouent un grand rôle. En général, le gouvernement prend des engagements excessifs et s'écarte des principes de base de la politique pendant les années de hausse des prix.

Après les bonnes performances des recettes fiscales enregistrées au cours des années 2000 et 2001 avec un excédent global du Trésor respectivement de 400,0 milliards de dinars et 171,0 milliards de dinars, la situation des opérations du Trésor n'a enregistré au cours de l'année 2002 qu'un excédent de 10,4 milliards de dinars.

Dans le cadre de la loi des finances complémentaire, un fonds de régulation des recettes a été institué pour l'année 2000 afin d'atténuer l'effet des "chocs" extérieurs sur la conduite de la politique budgétaire.

Nous allons analyserons maintenant les différentes dépenses publiques choisies pour cette étude vu leur importance pour l'accélération de la croissance économique et le taux de contrôle des finances publiques.

**Figure 1: Evolutions recettes fiscale par secteur et la Croissance économique réelle de 1980 jusqu'à 2015.**



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, ministère des finances, direction générale des impôts.

Pendant toute la durée choisie on constate que les dépenses de la santé, d'investissement, de la défense et de l'éducation ont un lien direct avec les dépenses totales du budget de l'état. Donc, dès qu'il y'a une augmentation dans les différentes dépenses de ces secteurs il y'a systématiquement une augmentation dans les dépenses totales et inversement, dès qu'il a une diminution dans les dépenses totales il en résulte une diminution dans les dépenses des différents secteurs.

L'étude de la relation entre les dépenses des différents secteurs choisies pour cette étude et la croissance économique est importante car, tant qu'il y'a

augmentation des dépenses publiques il y'a une augmentation de la croissance économique particulièrement dans les années 1982, 1989, 1992, 1999, 2001, 2007, 2009 et 2013 ; de même lorsque il y'a diminution dans les dépenses dans ces secteurs, il en résulte une diminution de la croissance économique, ce qui a caractérisé les années 1983, 1991, 1997, 2000, 2006, 2011.

Donc, d'après cette analyse, la croissance économique est directement affectée par les dépenses publiques des secteurs dans les années sus indiquées. Toutefois, concernant les autres années qui ne sont pas indiquées dans l'analyse précédente il y'a un léger impact des dépenses publiques de l'année sur la croissance économique de l'année suivante.

## **Conclusion :**

Nous avons cherché à analyser le rôle de l'Etat à partir de contrôlé les recettes fiscales pour agir sur la croissance économique. Certes, l'approche de l'économie de l'offre a commencé, depuis quelques années, à exercer une influence forte dans la conception des politiques recommandées par les institutions internationales.

L'efficacité des politiques publiques à la disposition des responsables politiques diffère entre les pays développés et les pays en développement, notamment au niveau de la politique budgétaire. Dans les pays en développement, les impôts indirects représentent une proportion importante des recettes fiscales au détriment des impôts directs. En règle générale, le ratio « impôts/PIB » dans les pays en développement est bien plus faible que dans les pays développés; par conséquent, les gouvernements ont des difficultés à accroître leurs revenus à partir

des recettes fiscales et la possibilité de stimuler l'économie par des baisses d'impôt est moindre.

En effet, dans de ce chapitre, nous avons examiné le rôle de contrôle des recettes fiscales capables de favoriser la croissance économique de façon permanente. Il existe en effet certains capitaux dont l'Etat devrait favoriser l'accumulation. Ainsi ces politiques axées sur ces capitaux, moyennant des dépenses publiques, sont porteuses de croissance économique à long terme, puisqu'elles augmentent la capacité de l'offre d'une économie.

S'agissant de l'importance de la politique publique, elles peuvent agir de manière positive sur les taux de la croissance économique par des politiques directes, à travers l'offre des biens. Certes, ces politiques économiques sont nécessaires mais elles sont insuffisantes puisque d'autres politiques incitatives capables de favoriser la croissance économique devraient accompagner ces politiques. Nous pouvons mentionner à ce niveau la politique publique et la bonne gestion des finances publiques. Ces politiques dites d'accompagnement semblent être aussi importantes pour favoriser la croissance économique.

Nous avons montré également que malgré le fait que toute porte à croire qu'une meilleure performance de contrôlé va de pair avec une taille réduite de l'Etat, les études sont loin d'être unanimes sur ce point. L'examen des performances des recettes fiscales enregistrées par la politique budgétaire conforte cette idée,.

## Référence:

- AFF, OFAS, Gaillard, Altermatt, (2014). « Dans quelle mesure la politique budgétaire permet-elle à une petite économie d'influer sur la conjoncture ? », La Vie économique Revue de politique économique 3-2014, berne suisse.
- Agnés Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », 3ème édition, de Boeck, Bruxelles.
- John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France,
- Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.
- James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Fonds monétaire international, Série des brochures no 55, Washington.
- Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.
- LUC SAIDJ,(2003) « recettes fiscales », 4ème édition, DALLOZ, paris.
- V. G. ARDANT, « Théorie sociologique de l'impôt », tome 2, S.E.V.P.E.N, 1965.
- V. J.-C. DUCROS, « Sociologie financière », P.U.F., Thémis.
- Gervasio Semedo, Malik Bensafta, Laurent Gautier. (2010), « économie des recettes fiscales ».

- Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N 05, SENEGAL, NOVEMBRE.
- Matthieu LLORCA, (2005), « Nécessite et efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire ».
- James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance ».